



Le 12 mars, suite à la propagation accélérée du virus Covid-19 dans le monde entier, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré qu'il s'agissait d'une pandémie. Presque immédiatement après, M. Trump a annoncé publiquement que son gouvernement préparait un important plan de relance qui comprend des mesures économiques et sociales à appliquer contre les effets du virus. Fin mars, le Sénat contrôlé par les républicains et la Chambre des représentants contrôlée par les démocrates ont rapidement adopté le plan de relance de 900 pages, connu sous le nom de loi CARES (Coronavirus Economic Assistance, Relief and Security). Après l'approbation du Congrès, le président Trump a signé la loi le 27 mars.

Ce paquet de 2.100 milliards de dollars est environ trois fois plus important que le plan de relance que le Congrès américain avait approuvé pour surmonter la crise économique de 2008 (qui était de 830 milliards de dollars). Le plan de relance a été reçu sans critique dans les cercles internationaux. Même Trump a desserré les « cordons de la bourse » tel a été le commentaire des principaux médias internationaux, avec des applaudissements particuliers pour le paiement unique en espèces de 1.200 dollars à chaque citoyen américain tel qu'il avait promis. Toutefois, ce plan de relance n'est rien d'autre qu'une gigantesque opération de sauvetage des grandes entreprises et des banques grâce aux diverses lacunes et failles qui y sont enfouies. Si l'on considère également toutes les décisions supplémentaires que Trump a prises pendant la pandémie en utilisant divers mécanismes législatifs qui ne requièrent pas l'approbation du Congrès et en bénéficiant des pouvoirs qui lui sont conférés par la présidence, le tableau qui en résulte est désastreux et familier au reste du monde. L'administration réactionnaire de Trump et le Parti démocrate, un parti bourgeois qui est plus que disposé à interrompre son inimitié avec Trump pour protéger les intérêts capitalistes, s'efforcent de transformer la crise pandémique en une opportunité et de faire payer les travailleurs américains pour cela.

L'affreuse réalité du plan de relance américain

La plupart des aides du plan de relance s'élèvent à 454 milliards de dollars et sont consacrées au sauvetage de grandes entreprises et de multinationales par le biais de prêts bancaires. Ce n'est que la partie visible de l'iceberg. Cette opération de sauvetage est beaucoup plus importante qu'il n'y paraît à première vue : le Congrès a attribué la distribution de ces 454 milliards de dollars au département du Trésor, qui a transféré le contrôle des prêts à la Réserve fédérale. La Fed imprimera de l'argent pour soutenir ces prêts. Il le fera sans prendre les risques qui y sont associés, car le Trésor a assuré ces 454 milliards de dollars contre toute perte ou tout défaut de paiement. Selon les mesures de prêt d'urgence déterminées par la loi sur la Réserve fédérale, une fois que la Fed reçoit la garantie du Trésor, elle n'a besoin de consulter personne sur la manière dont elle concevra et exécutera les programmes de crédit dans des conditions extraordinaires et elle n'a pas besoin d'un soutien individuel pour couvrir ces prêts. En d'autres termes, la Fed peut augmenter de près de dix fois le nombre de prêts déterminés par le Trésor et les distribuer comme elle le souhaite. Cela signifie que les prêts réels consacrés aux sociétés géantes ne sont pas de 454 milliards de dollars, mais de 4,5 billions de dollars. En cas de perte ou d'incapacité des sociétés à rembourser leurs emprunts, les dettes impayées deviendront des dettes publiques puisque le fond est sous la garantie du département du Trésor. Ces dettes seront finalement chargées sur les épaules des travailleurs. Ils condamneront le peuple et les travailleurs américains à des mesures d'austérité, de faim et de misère pour sauver les banques et les sociétés multinationales, comme ils l'ont fait après 2008. Une lacune juridique dans la loi CARES permet à la Fed d'ignorer les exigences de tenir des registres détaillés de ses actions. Par conséquent, la FED n'a pas à rendre compte au public de la manière dont ces prêts sont accordés et à qui ils le sont.

Le scandale n'est pas encore terminé. Après l'annonce que les entreprises sont libres de payer le prix de la crise grâce au département du Trésor, les marchés boursiers américains se sont redressés. Les milliardaires, quant à eux, ont continué à faire augmenter leur fortune. La valeur nette de seulement 10 milliardaires, dont le propriétaire d'Amazon, Jeff Bezos, le propriétaire de Facebook, Mark Zuckerberg, et le propriétaire de Microsoft, Bill Gates, a augmenté de 51,3 milliards de dollars rien que la semaine dernière. La même semaine, environ 6,6 millions de travailleurs américains ont déposé une demande de chômage.

La deuxième grande partie du plan de relance, soit 349 milliards de dollars, semble être réservée aux prêts aux petites entreprises, dans le but d'aider celles qui comptent moins de 500 employés. Là encore, le piège se trouve dans les détails. Grâce à une autre faille de la loi CARES, les fonds spéculatifs peuvent également bénéficier de ces prêts en raison de leur faible nombre d'employés. Ces prêts ont déjà été presque épuisés par ces fonds spéculatifs affamés qui jouent avec des milliards de dollars, car le processus de demande de prêt est lent et complexe et les fonds spéculatifs pourraient mettre leurs propres demandes en première ligne grâce à leurs avocats et amis lobbyistes, ne laissant rien pour les petites entreprises locales. Les économistes bourgeois avaient déjà averti que le montant des prêts aux petites

entreprises n'était pas suffisant et qu'il pourrait entraîner la fermeture d'un quart des petites entreprises du pays d'ici la fin de la pandémie. Cette estimation reste maintenant optimiste, car ces économistes n'ont pas pris en compte l'usurpation de ces prêts par les fonds spéculatifs. Un résultat plus réaliste est qu'un nombre écrasant de petites entreprises américaines seront massacrées par le capital financier.

Que dire de ce paiement unique de 1.200 dollars en espèces qui serait offert à chaque citoyen américain ? Une autre grande mascarade. Tout d'abord, il ne s'agit pas de 1.200 dollars par Américain, mais de 1.200 dollars pour chaque Américain qualifié. Les détails de la qualification révèlent surtout que les travailleurs immigrés, qui constituent environ 17 % de la main-d'œuvre américaine, et la plupart des travailleurs noirs occupant des emplois informels précaires, ne peuvent pas bénéficier de cette aide. Si la logique raciste qui sous-tend la structure de ce paiement unique exclut les travailleurs travaillant dans les conditions les plus précaires, un autre aspect important de cette aide est qu'il s'agit techniquement d'un crédit d'impôt anticipé qui compense l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers en 2020 (il complète la déclaration d'impôt sur le revenu que les particuliers recevraient déjà de toute façon).

La plupart des Américains recevront ce paiement par dépôt direct sur leur compte bancaire indiqué dans leur déclaration de revenus à l'IRS. C'est un détail important, car le département du Trésor a annoncé il y a quelques jours que les banques pourraient saisir cet argent pour rembourser les dettes de leurs clients. Considérant le fait que la plupart des travailleurs qui ont droit à ce paiement unique sont maintenant licenciés et essaient de survivre grâce à des prêts à la consommation et des frais de carte de crédit, ils ne verront même pas cet argent sur leurs comptes, car leurs banques le saisiront ! Cela montre que les 301 milliards de dollars du plan de relance alloués aux paiements uniques aux Américains iront directement aux banques (l'IRS a déclaré que les personnes qui choisissent de recevoir des chèques au lieu de dépôts directs pour ce paiement ne recevront pas leurs chèques avant 3-4 mois).

De plus, les 250 milliards de dollars alloués à l'assurance chômage n'iront pas dans les poches des 16,8 millions de travailleurs américains qui seront licenciés pendant cette période. Parce que le ministère du Travail, étroitement lié à M. Trump, a annoncé de nouvelles réglementations il y a une semaine et a limité les personnes pouvant bénéficier de l'assurance chômage. La nouvelle réglementation a également restreint le droit des travailleurs à utiliser les congés de maladie payés, y compris les travailleurs de la santé, tout en supprimant l'obligation des employeurs de signaler à l'OSHA les cas positifs de coronavirus sur le lieu de travail. Ainsi, les chômeurs sont laissés à eux-mêmes, tandis que les entreprises ouvertes, où le nombre de cas positifs de Covid-19 augmente de jour en jour, pourraient rester ouvertes au détriment de la vie et de la sécurité des travailleurs.

Personne ne sait où va le plan de relance de 267 milliards de dollars alloué pour aider les hôpitaux et les États. Bien que Trump ait promis dans l'une de ses premières déclarations que les États et les hôpitaux recevraient tout ce dont ils ont besoin, d'innombrables hôpitaux dans plusieurs États (en particulier ceux dirigés par les démocrates) signalent que leurs commandes d'équipements de protection individuelle et de masques ne passent pas, ou que l'Agence fédérale de gestion des urgences annule ou confisque leurs commandes. Les systèmes de soins de santé et de services publics du pays étaient déjà faibles et inadéquats. Ils se sont encore effondrés avec la pandémie et sont devenus presque complètement dysfonctionnels à cause de ces mystérieuses disparitions. Plusieurs gouverneurs menacent maintenant Trump de faire appel à leurs propres gardes nationaux en service. Bien que cette menace, si l'armée américaine doit prendre les rues, semble être une représaille contre Trump, elle constitue un pas vers une répression accrue, limitant les droits démocratiques et les libertés individuelles.

Alors que le nombre de cas et de décès dus aux coronavirus continue d'augmenter de manière exponentielle dans le pays, le gouvernement Trump a également suspendu les fonds alloués à la fourniture de dépistage des coronavirus, affirmant que des tests généralisés ne sont plus nécessaires. L'Organisation mondiale de la santé a critiqué cette initiative, insistant sur le fait que des tests à grande échelle sont essentiels dans la lutte contre la pandémie. Trump, furieux de ce que l'OMS ait contesté son autorité, a annoncé le 14 avril que le gouvernement américain suspendait tout financement de l'OMS. Les tests, jusqu'à présent, restent gratuits aux États-Unis, mais ils sont inaccessibles et le traitement contre le coronavirus est inabordable (la facture de l'hôpital pourrait atteindre 50.000 dollars par personne). Il faut également noter que le 7 avril, Trump a licencié Glenn Fine, le président du Pandemic Response Accountability Committee, qui était chargé de suivre et de superviser le plan de relance. Cela signifie qu'il n'y a plus de processus de contrôle légal actif concernant la manière dont le plan de relance est utilisé et distribué.

L'attaque contre les travailleurs ne se limite pas au plan de relance

Cet énorme plan de relance exige beaucoup plus que ce qu'il prétend donner au peuple et aux travailleurs américains, et n'est soumis à aucun contrôle juridique. Le paquet, dans sa forme actuelle, n'a qu'un seul objectif : protéger les actifs contre les personnes, sauver l'ordre capitaliste de ce processus avec un minimum de dommages à Wall Street, et transformer la crise capitaliste qui a été déclenchée par la pandémie en une opportunité. Les actions du gouvernement opportuniste réactionnaire Trump ne se limitent pas à ce seul plan de relance. L'administration Trump a pris plusieurs décisions réactionnaires et répressives les unes après les autres. Par exemple, le 27 mars, le jour même où le plan de relance est devenu une loi, le gouvernement a révoqué le statut de réserve protégée de la tribu Maspee Wampanoag dans l'État du Massachusetts. Cela signifie que les 121.000 acres de terres indigènes que Trump

avait longtemps attendues sont maintenant ouvertes à l'assaut de promoteurs privés et au service de l'industrie des casinos, connue pour sa proximité avec Trump. Les populations indigènes seront déplacées et les ressources naturelles pillées. L'anti-environnementalisme de Trump ne se limite pas à cela. L'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a suspendu l'application des lois environnementales pendant la pandémie, excusant la baisse des niveaux de production et des taux de profit. Des centaines d'usines en production à travers les États-Unis rejettent de grandes quantités de déchets chimiques dans l'air et dans l'eau, mettant en danger la santé des travailleurs ainsi que le virus et aggravant ses effets.

Pendant ce temps, la construction de la clôture de la frontière entre les États-Unis et le Mexique progresse rapidement malgré la pandémie. Utilisant le virus comme excuse, l'administration Trump a suspendu indéfiniment les procédures d'immigration standard, refusant une procédure régulière à tous les demandeurs d'asile et accélérant les expulsions. Ils ont annulé des centaines d'audiences d'asile prévues. Les immigrants et les réfugiés restent détenus dans des camps de l'ICE sans accès à un traitement médical, y compris ceux qui ont contracté le virus, tandis que 60.000 autres personnes de l'autre côté de la frontière qui sont détenues par les autorités mexicaines ne peuvent même pas demander l'asile. Le gouvernement a augmenté les frais de demande du visa H-2B délivré aux travailleurs agricoles saisonniers, en particulier les Mexicains, afin d'assurer la continuité de la production agricole. Cela s'est produit après que le ministère du Travail ait annoncé des réductions de salaire pour les travailleurs agricoles saisonniers, dont les salaires étaient déjà misérables et qui n'ont accès à aucun droit social, assurance maladie ou mesures de sécurité dans des conditions de travail épouvantables.

Face à toutes ces attaques, la seule véritable option pour les travailleurs américains est de mener une lutte organisée. Toutefois, le Conseil national des relations du travail (NLRB), qui est l'entité juridique chargée de fixer les normes applicables aux syndicats et aux conventions collectives, a annoncé la semaine dernière une nouvelle règle qui rend pratiquement impossible pour les travailleurs de s'organiser et facilite la liquidation des syndicats existants par les employeurs. Le NLRB, contrôlé par les républicains, a déclaré que cette règle prendrait effet le 31 mai, après la période obligatoire de 60 jours d'audience publique. La direction du Parti démocratique et les fédérations syndicales de classe dont les intérêts sont profondément liés au parti et aux entreprises ont partagé un ou deux tweets critiquant la nouvelle règle pour donner l'exemple aux travailleurs. Toutefois, ils n'ont pas encore pris de mesures concrètes pour s'opposer à la règle. Toutes les organisations de travailleurs et les syndicats militants doivent s'y opposer, car ils veulent étouffer la lutte organisée de la classe ouvrière dans les actions des travailleurs face à la montée pendant la pandémie. Une "campagne anti-Trump" ne suffira pas ! La seule façon pour les travailleurs de ne pas payer le coût de la pandémie et de la crise qui l'accompagne est de construire une lutte unifiée contre l'ordre capitaliste et tous ses appareils.

Le Parti démocrate n'est pas la solution, il fait partie du problème !

Pour comprendre le besoin de la classe ouvrière de revendiquer son indépendance politique et organisationnelle vis-à-vis des alternatives bourgeoises, il est nécessaire d'analyser l'attitude du Parti Démocratique dans la situation actuelle. Le plan de relance économique anti-travailleurs préparé par l'administration Trump est devenu une loi grâce au soutien des républicains et des démocrates. En fait, quelque chose de curieux s'est produit à la Chambre contrôlée par les démocrates lors de sa session sur le CARES-ACT. Pour la première fois dans l'histoire du parti, les démocrates ont voté à la quasi-unanimité en faveur d'un projet de loi proposé par les républicains (231 des 232 démocrates de la Chambre ont voté en faveur du plan de relance, selon des informations ayant fait l'objet d'une fuite). Cependant, les démocrates l'ont joué intelligemment. Ne voulant pas prendre la responsabilité de ce plan de relance anti-travailleurs à la veille de l'élection présidentielle de novembre 2020, ils avaient soumis une motion à la Chambre avant la session au cours de laquelle la loi CARES a été discutée et votée. La motion demandait que la loi CARES soit débattue et votée sans être enregistrée pour un examen public. La motion a été, comme prévu, acceptée.

Aujourd'hui, les ailes progressistes du Parti démocrate présentent au Congrès une série de projets de mesures de relance supplémentaires, dont plusieurs mesures favorables aux travailleurs, allant de la congélation des loyers et des factures de services publics à l'augmentation des bons d'alimentation et au financement accru des hôpitaux. Ils le font en sachant que le Sénat, contrôlé par les républicains, n'adoptera pas ces projets de loi. Ces mesures favorables aux travailleurs ne doivent pas être interprétées comme des efforts des démocrates pour corriger l'erreur qu'ils ont commise en adoptant la loi CARES. Ce sont des efforts délibérés pour impressionner les milliers de travailleurs qui ont été trahis par Sanders et ne sont pas convaincus de voter pour Biden. La vie des travailleurs ne vaut rien, mais leurs votes sont précieux pour la victoire du Parti démocrate à l'élection présidentielle de novembre 2020.

Quel que soit le parti qui remportera l'élection présidentielle de 2020, il n'y aura qu'un seul vainqueur : le capitalisme. La pandémie de coronavirus et les mesures de secours des partis bourgeois américains révèlent l'impérieuse nécessité pour la classe ouvrière américaine de construire ses propres organisations de combat indépendantes sur le plan politique et organisationnel pour lutter contre le capitalisme et ses conséquences destructrices.

Sena Aydin

Parti de la démocratie des travailleurs (IDP), section turque de l'UIT-QI

<http://www.uit-ci.org/index.php/noticias-y-documentos/noticias-internacionales/2543-2020-04-23-20-09-20>